



LETTRE D'ACTUALITÉS DÉVELOPPEMENT DURABLE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE BRASILIA

N° 28 – Semaines du 25 mars au 06 avril 2022

SOMMAIRE

Environnement & Climat

- ❖ Encore très faibles, les investissements « verts » progressent au Brésil.
- ❖ La Cour Suprême fédérale révoque 3 décrets considérés nuisibles à l'environnement.
- ❖ Le Pacte mondial des Nations Unies vise des avancées en matière d'ESG au Brésil.

Énergie

- ❖ La filière brésilienne du biogaz devrait bénéficier de 60 Mds BRL d'investissements d'ici 2030.
- ❖ L'énergie solaire est en tête des ventes aux enchères de contrats d'énergie.
- ❖ Enel Green Power lance l'exploitation commerciale d'un parc éolien dans l'État du Pernambuco.

Infrastructures & Transports

- ❖ La vente aux enchères du Rodoanel Norte à São Paulo est suspendue.
- ❖ Des entreprises montent une alliance pour promouvoir la voiture électrique au Brésil.

Eau, Assainissement, Déchets

- ❖ Au rythme actuel, la suppression des décharges à ciel ouvert ne sera pas effective avant 2063.
- ❖ Le principal réservoir d'eau de la métropole de São Paulo a atteint son plus bas niveau depuis 6 ans pour un mois d'avril.
- ❖ Les contrats de services d'eau et d'assainissement devraient être rendus caducs dans plus de 1000 municipalités.

Amazonie & Biomes brésiliens

- ❖ Le Brésil concentrerait 40% des pertes mondiales de forêts tropicales en 2021.

– Suivi des chiffres sur la déforestation en Amazonie légale –



Environnement & Climat

Encore très faibles, les investissements « verts » progressent au Brésil

Une enquête menée par l'Anbima (Association Brésilienne des Entités du Marché Financier) montre que **le nombre de fonds « verts » ou liés aux critères ESG** (environnementaux, sociaux et de gouvernance) est passé de 27 en 2008 à 47 en mars 2022. **Le volume de ces fonds a augmenté de 96% sur la période**, passant de 1,03 Md BRL (200 M EUR) à 2,01 Mds BRL (380 M EUR). Depuis plusieurs années, les investissements dits « responsables » connaissent un engouement croissant au Brésil, s'accompagnant d'une diversification des acteurs, notamment de petits investisseurs. Mais, au regard des montants mobilisés dans d'autres pays, la marge de progression de ces outils reste très importante au Brésil. Selon la Global Sustainable Investment Alliance 2020, **les actifs « verts » en Europe, États-Unis, Canada, Japon, Australie et Nouvelle-Zélande, ont crû de 15% les deux dernières années pour atteindre près de 35 300 Mds USD (32 950 Mds EUR) en 2020**. Cela représenterait près de 36% des actifs totaux de ces pays. (Article [ici](#))

La Cour Suprême fédérale révoque 3 décrets considérés nuisibles à l'environnement

Le Tribunal suprême fédéral (STF) a révoqué, le 28 avril dernier, trois décrets qui visaient à restreindre la participation de la population et des gouverneurs au Fonds national pour l'Environnement (FNMA), au Conseil national de l'Amazonie légale et au comité directeur du Fonds pour l'Amazonie. Le même jour, **les magistrats ont aussi interdit à l'unanimité l'octroi d'autorisations environnementales automatiques** aux entreprises dont les activités présenteraient un risque « moyen » pour l'environnement, au regard de la législation brésilienne. La décision modifie la règle prévue dans une mesure provisoire émise à la fin de l'année dernière par le président Jair Bolsonaro, qui simplifiait

notamment les procédures d'octroi de permis environnementaux, pouvant mener à des autorisations automatiques. La décision de révocation va à l'encontre des positions du bureau du procureur général, de l'Avocat-Général de l'Union et du Sénat. Cette action du STF intervient dans un contexte de fortes critiques de la politique environnementale du gouvernement fédéral. **5 autres projets de loi (PL) vivement décriés sont actuellement étudiés par les instances législatives fédérales, dont le PL 2159/2021 visant à exempter certaines activités d'autorisations environnementales.** (Articles [ici](#) et [ici](#))

Le Pacte mondial des Nations Unies vise des avancées en matière d'ESG au Brésil

La section brésilienne du Pacte mondial de l'ONU, qui encourage les bonnes pratiques dans le monde des affaires, **a lancé le 02 mai le programme "Ambition 2030", appelant les entreprises brésiliennes à mettre en œuvre des actions liées aux objectifs de développement durable (ODD)**. Il définit des objectifs en termes d'équité entre les sexes et les races, de dignité salariale, de santé mentale, de gestion de l'eau, de transparence et de mesures anticorruption. L'idée est d'encourager le financement des actions liées au développement durable tout en tenant compte des engagements comptables des entreprises et en évitant la pratique du greenwashing. **L'objectif global du Pacte est de sensibiliser 1000 directeurs financiers (CFO) dans le monde sur ces questions d'ici 2023**. Carlo Pereira, qui préside le pacte au Brésil, a annoncé vouloir en **engager 100 sur ces enjeux rien qu'au Brésil**. Selon lui, il y a déjà un intérêt grandissant de la part des directeurs financiers dans le pays, se traduisant par une hausse des émissions d'obligations vertes (green bonds) et d'obligations liées aux performances des entreprises en matière d'ODD (sustainability-linked bonds). (Article [ici](#))



La filière brésilienne du biogaz devrait bénéficier de 60 Mds BRL d'investissements d'ici 2030.

Selon l'Association brésilienne du biogaz (ABiogás) les acteurs brésiliens de la filière prévoiraient d'investir **60 Mds BRL (11 Mds EUR) dans le secteur d'ici 2030**, ce qui porterait ainsi la production de biogaz du pays d'environ 4 millions de mètres cubes par jour actuellement - dont 10 % de biométhane - à 30 millions de mètres cubes par jour **au début de la prochaine décennie. 25 nouvelles usines de production de biométhane (biogaz purifié à plus de 90% de méthane) devraient entrer en service dès 2027.** L'entreprise brésilienne Geo Biogas & Tech possède déjà trois projets en cours de structuration et vise au moins huit grands projets de biogaz ou de biométhane dès 2024. Selon le PDG de Geo Biogas & Tech, Alessandro Gardemann, **le potentiel du biogaz au Brésil est énorme, notamment depuis l'entrée en vigueur du programme Zéro Méthane**, lancé par le gouvernement fédéral à la fin du mois de mars. Ce dernier prévoit des **lignes de crédit et exonérations fiscales pour les projets du secteur**, en mettant l'accent sur la valorisation des déchets urbains (sites d'enfouissement) et organiques (issus de l'élevage et de la production de canne à sucre). (Article [ici](#))

L'énergie solaire est en tête des ventes aux enchères de contrats d'énergie

L'Agence nationale de l'énergie électrique (Aneel) a approuvé le 26 avril l'avis d'appel d'offres pour la vente aux enchères **de nouveaux projets de production hydroélectrique, éolienne, solaire photovoltaïque et thermoélectrique à biomasse.** L'avis devrait être publié début mai dans le journal officiel et la vente devrait avoir lieu le **27 mai** prochain. Parmi les 1 894 producteurs, ou projets de production électriques déjà qualifiés par l'EPE (Empresa de

Pesquisa Energética) pour participer à cet appel d'offres, le photovoltaïque **en représente 1 263 avec une capacité de production de 51,8 GW, soit 68% de l'offre de puissance du portefeuille complet.** L'éolien représente quant à lui **542 projets**, pour une puissance totale de **21,4 GW**. Selon l'Aneel, la région **Nord-Est concentre 70% des projets enregistrés**, à la fois en nombre et en puissance. Les projets de nouvelles centrales éoliennes et photovoltaïques se sont vus attribuer un prix-plafond de l'énergie fixé à **225 BRL/MWh**. Pour tous les projets qui seront attribués, la fourniture de l'électricité devra débuter au plus tard le **1^{er} janvier 2026**. (Article [ici](#))

Enel Green Power lance l'exploitation commerciale d'un parc éolien dans l'État du Pernambuco

Enel Green Power, filiale du groupe italien Enel focalisée sur les énergies renouvelables, **a démarré l'exploitation du parc éolien Fontes dos Ventos II**, situé dans l'État du Pernambuco. **430 M BRL (81 M EUR) ont été investis pour la construction des 18 turbines, d'une puissance totale de 99 mégawatts (MW).** L'énergie produite sera commercialisée sur le marché libre, où les gros consommateurs peuvent choisir leurs fournisseurs, sans tarif réglementé. L'un des principaux clients du nouveau parc éolien est l'entreprise brésilienne de détail Lojas Renner. Selon **Enel Green Power, le contrat pourrait permettre à son client de réduire d'environ 40% ses dépenses en énergie et d'éviter l'émission d'environ 6 200 tonnes de CO₂ par an.** Fontes dos Ventos II est installé dans la région où Enel exploite déjà depuis 2015 le premier parc solaire et éolien hybride du pays d'une capacité installée de 89,9 MW. À date, l'entreprise Enel Green Power dispose d'une capacité renouvelable installée de plus de 4,7 gigawatts (GW) sur le territoire brésilien. (Article [ici](#))



Infrastructures & Transports

La vente aux enchères du Rodoanel Norte à São Paulo est suspendue

Le gouvernement de l'État de São Paulo a **suspendu pour une durée indéterminée l'appel d'offres pour le tronçon nord du Rodoanel Metropolitano de São Paulo** (rocade de contournement de la ville de São Paulo), une des vitrines du gouvernement de Joao Doria. La principale raison de cette décision serait le **désintérêt des grands opérateurs pour le projet (notamment CCR, EcoRodovias et Pátria), dans un contexte de forte inflation des prix des matériaux de construction (18,6% en 2021) et d'incertitudes économiques au Brésil**. L'appel d'offres prévoyait des investissements à la hauteur de 3 Mds BRL (570 M EUR) sur 31 ans. Sur ce montant, 1,7 Md BRL (320 M EUR) sont destinés à l'achèvement de la construction (25% du tronçon reste à construire). **En cas de reprise du projet, il se ferait sous la forme d'un partenariat public-privé (PPP) avec une participation financière de l'État à hauteur d'environ 2 Mds BRL (380 M EUR) dont 876,7 M BRL (165 M EUR) destinés aux travaux, et 41,65 M BRL (7,8 M EUR) qui devront être versés annuellement au concessionnaire sur la durée du contrat.** (Articles [ici](#) et [ici](#))

Des entreprises montent une alliance pour promouvoir la voiture électrique au Brésil

Malgré une **hausse des ventes de voitures électriques ou hybrides au Brésil de 77 % entre 2020 et 2021**, les volumes des ventes restent faibles (34 990 en 2021 ; 2,2% des ventes) et les infrastructures nécessaires demeurent peu développées. **Dans ce contexte, 9 entreprises (1 chinoise et 8 brésiliennes) du secteur pétrolier et de la mobilité, lancent une coalition qui entend promouvoir une meilleure accessibilité des véhicules électriques au Brésil**. L'initiative s'inspire de 2 des 17 Objectifs du Développement Durable de l'ONU : assurer l'accès à des sources d'énergie propres et accessibles, et rendre les villes et les communautés plus inclusives et durables. L'Alliance pour la Mobilité Durable est dirigée par l'entreprise de transport individuel **99** et compte parmi ses membres **CAOA Chery** (concessionnaire automobile chinois), **Ipiranga** (produits pétroliers), **Movida** (location de véhicules), **Raízen** (biocarburants), **Tupinambá Energia** (véhicules électriques), **Unidas** (location de véhicules) et **Zletric** (mobilité électrique). S'ils entendent notamment promouvoir le développement des infrastructures nécessaires à la mobilité électrique, les actions envisagées par les membres de l'Alliance ne sont pas encore connues. (Article [ici](#))



Eau, Assainissement, Déchets

Au rythme actuel, l'objectif de suppression des décharges à ciel ouvert ne sera pas atteint avant 2063

Le 13 avril, le président Jair Bolsonaro et le ministre de l'Environnement, Joaquim Leite, ont signé le décret établissant **le plan national de gestion des déchets solides (Planares), prévoyant la fin des**

lixões (décharges à ciel ouvert) dès 2024, grâce au programme Lixão Zero. Pourtant, **d'après les chiffres de l'Abrelpe** (Association brésilienne des entreprises de nettoyage public et des déchets spéciaux) – référence dans le secteur – **au rythme de clôture des décharges sur les 4 dernières années cet objectif ne pourra être atteint qu'en 2063**. En 2018, 3 001 municipalités disposaient leurs déchets

dans de telles décharges. **En 2022, elles sont encore 2 868.** Sans accélération des fermetures de décharges, **il faudrait encore 40 ans pour les supprimer complètement.** Le nouveau cadre juridique de l'eau et de l'assainissement de juillet 2020, prévoyait déjà la fermeture de toutes les décharges à ciel ouvert dès août 2021 dans les capitales et zones métropolitaines du pays, en août 2022 pour les villes de plus de 100 000 habitants et à 2024 au plus tard dans les villes de moins de 50 000 habitants. (Article [ici](#))

Le principal réservoir d'eau de la métropole de São Paulo a atteint son plus bas niveau depuis 6 ans pour un mois d'avril

Selon la société d'eau et d'assainissement de l'État de São Paulo (Sabesp), **la pluviométrie du mois d'avril 2022 sur le système Cantareira** – principal réservoirs d'eau pour l'approvisionnement de l'agglomération de São Paulo – **s'est élevée à 16% de la moyenne historique. Le réservoir a clôturé le mois d'avril à 44% de sa capacité,** soit le niveau le plus bas depuis 2016 à cette époque de l'année. **La Sabesp a néanmoins écarté tout risque, à date, de pénurie d'eau** dans la région métropolitaine de São Paulo, le système global de réserve d'eau douce de la région – composé de 6 autres réservoirs en plus de la Cantareira – affichant encore à 59% de sa capacité. Cette annonce de l'entreprise n'a pourtant pas levé toutes les inquiétudes, alors que les précipitations enregistrées en avril sur la région ont été sensiblement inférieures aux prévisions (-84% sur la Cantareira) et que la période froide (mai-octobre) est

généralement accompagnée de très faibles précipitations. **Une projection du Centre national de surveillance et d'alerte des catastrophes naturelles (Cemaden) indiquait ainsi que le système Cantareira pourrait descendre à 9% de son volume opérationnel fin septembre.** (Article [ici](#) et [ici](#))

Les contrats de services d'eau et d'assainissement devraient être rendus caducs dans plus de 1000 municipalités

L'Agence Nationale de l'Eau et de l'Assainissement (ANA) et les agences locales de régulation ont publié début avril les **résultats de l'évaluation économique-financière des entreprises du secteur de l'eau et de l'assainissement,** imposée par la loi de juillet 2020. **Ainsi, plus de 1000 municipalités devraient voir leurs contrats actuels avec les entreprises publiques d'États remis en cause.** C'est notamment le cas des municipalités des États de l'Acre, d'Amazonas, du Maranhão, du Pará, du Piauí, du Roraima et du Tocantins –où les entreprises publiques qui assurent actuellement le service n'ont pas validé la 1^{ère} phase d'évaluation en janvier dernier– où d'autres municipalités à l'instar de celle de Salvador ou de 9 autres de l'État de São Paulo. Conformément à la nouvelle réglementation, **ces villes seront incitées désormais à rejoindre un consortium de municipalités ou bien devront organiser des appels d'offres ouverts aux entreprises privées pour désigner de nouveaux concessionnaires,** si elles ne souhaitent pas assurer les services en régie. (Article [ici](#))



Amazonie & Biomes brésiliens

Le Brésil concentrerait 40 % des pertes mondiales de forêts tropicales en 2021

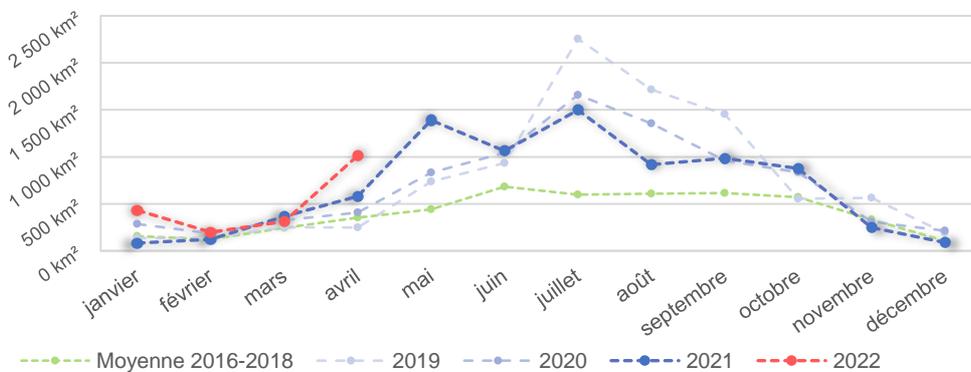
Selon les données de Global Forest Watch (GFW), une plateforme de surveillance développée par

l'Université du Maryland, **les pertes forestières au Brésil auraient atteint près de 15 500 km² sur l'ensemble de l'année 2021** (équivalent la moitié de la superficie de la Belgique) dont 3 600 km² causés

par des incendies. **Cela ferait du Brésil le pays où les pertes de forêts tropicales sont les plus importantes au monde, concentrant 40% de la déforestation mondiale.** Les observateurs brésiliens (Mapbiomass ou ImazonGeo) n'ont pas encore publié

de données consolidées sur la déforestation au Brésil en 2021. Le réseau d'ONG et d'universités Mapbiomass avait rapporté des pertes forestières de plus de 13 800 km² pour l'année 2020. (Article [ici](#))

Évolution des alertes à la déforestation en Amazonie légale émises par l'Institut National de Recherches Spatiales



Période du
1^{er} janvier au 29 avril 2022

1 954 km²
en 2022

+69%
Par rapport à 2021

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international